

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 24/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BARBIER ET CIE**

LA GUIDE

BP 39

43600 Sainte-Sigolène

Références : UID4243-EAR-23-251

Code AIOT : 0005600266

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2023 dans l'établissement BARBIER ET CIE implanté Z.I. La Guide BP39 43600 Sainte-Sigolène. L'inspection a été annoncée le 12/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'est déroulée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle PPC. Elle a été l'occasion de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2022 notamment en ce qui concerne la nouvelle de stockage, le dépôt GPL et la gestion des eaux pluviales.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BARBIER ET CIE
- Z.I. La Guide BP39 43600 Sainte-Sigolène
- Code AIOT : 0005600266
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de La guide est l'un des 5 sites industriels du Groupe BARBIER, spécialisé dans la fabrication par extrusion-soufflage et impression de film plastique pour l'agriculture, l'industrie et le déchet. Le site utilise des granules fabriqués sur son site de de CHAVANON.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- le nouveau site de stockage
- la cuve GPL
- L'oxydateur

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	AIR : COV	Arrêté Préfectoral du 06/12/2019, article 3.2.2	/	Sans objet
3	AIR : réduction des rejets et PGS	Arrêté Préfectoral du 06/12/2019, article 3.2.2	/	Sans objet
4	Risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 22/09/2022, article 4.3	/	Sans objet
5	Risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 22/09/2022, article 5	/	Sans objet
6	EAU : gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 22/09/2022, article 6	/	Sans objet
7	RISQUE INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 22/09/2022, article 7	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	SITUATION ADMINISTRATIVE	Arrêté Préfectoral du 12/09/2022, article 2	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2023 et doit réaliser les travaux demandés. En ce qui concerne les émissions de COV, l'exploitant doit réfléchir à canaliser et traiter ses rejets atmosphériques.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : SITUATION ADMINISTRATIVE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/09/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques et projets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Rubrique 2450 : impression -2500 kg/j - régime de l'autorisation avec Unité 1 Atelier B : 3 imprimeuses en ligne - unité 2 : 8 imprimeuses en lignes - unité 3 : 5 imprimeuses</p> <p>Rubrique 2661-1a : transformation de polymères - 200t/j avec Unité 1 Atelier B : 9 lignes d'extrusion - unité 2 : 11 lignes d'extrusion</p> <p>Rubrique 3670-2 : traitement à l'aide de solvants organiques - régime de l'autorisation Consommation max :969 tonnes par an</p> <p>Rubrique 2662-1 : volume max stocké : xxxxx m3 - régime de l'enregistrement avec Unité 1 Atelier B : 8 silos de 100 m3 - unité 2 : 15 silos ( 9 de 125 m3 + 3de 100m3+3 de 102.9 m3) = 2534 m3 stockage en sacs sur palettes de granulés PEHD au niveau des zones MP/PF N°2 MP N°7 et 8 soit 4544 m3 stockage en sac de granulés colorants (U1) : 900 m3</p> <p>2663-2-a : stockage - régime de l'enregistrement : 12156 m3</p> <p>4331 liquides inflammables - régime de l'enregistrement : 110 tonnes</p> <p>1185 : gaz à effets de serre - régime de la déclaration : 1412 kg</p> <p>1414-3 installation de remplissage - régime de la déclaration : 1 poste de distribution</p> <p>2910-A2 Combustion - régime de la déclaration : 3.1 MW</p> <p>2661-2b- transformation de polymères - régime de la déclaration 15 t/j : 2 machines de decoupe</p> <p>Régime IOTA , rubrique 2.5.1.0 - régime de la déclaration surfaces imperméabilisées 6.775 ha</p> <p>1978-3a et 1978 -5</p>
<b>Constats :</b> Actuellement , la conjoncture fait que les activités du site ne sont pas au maximum de leur capacité. Les seuils de classement de l'arrêté du 19/09/2022 sont respectés;
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2019, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, AUTO SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les flux de polluants doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p> <p>-COVNm dans les rejets canalisés est de 75 mg/Nm3</p> <p>si technique d'oxydation : COV nm est de 20 mg/Nm3 ou 50 mg/Nm3 si le rendement de l'oxydateur est supérieur à 98 %.</p> <p>mais les NOX : 100 mg/Nm3 à 3% d'O2</p> <p>CH4 : 50 mg/Nm3</p> <p>CO : 100 mg/Nm3</p>
<p><b>Constats :</b> Le Contrôle inopiné Air a été réalisé le 13 avril 2023 en sortie d'oxydateur. Le rendement de l'oxydateur est de 98,4%. Les Valeurs limites d'émissions sont conformes. Les imprimeuses de l'unité 3 sont reliées à l'oxydateur. La machine à laver les encriers n'est pas reliée au système de traitement.</p> <p>D'après le PGS, les imprimeuses de l'unité 2 ne sont pas reliées à l'oxydateur. La consommation de solvants dans cet atelier est évaluée à 54 t. La moitié des émissions de solvants ne sont pas captées et l'autre moitié des émissions sont captées mais rejetées à l'atmosphère en l'état. Une analyse réalisée en septembre 2021 indiquait une concentration en COV à 500 mg /Nm3 alors que la VLE est fixée à 75 mg/Nm3. L'exploitant a indiqué qu'il projetait de canaliser ces émissions mais que celles-ci devaient être concentrées à 4 g/Nm3 avant d'être envoyées à l'oxydateur. Un projet d'achat d'un nouvel oxydateur est en cours et le raccordement de l'atelier à celui-ci est prévu. Le projet s'étale sur 18 mois : l'objectif est de passer commande avant fin 2023 pour que l'oxydateur soit installé fin 2024 car le fournisseur donne un an de délai pour la livraison et l'installation. Un bureau d'étude est missionné pour définir les paramètres de l'oxydateur permettant de traiter les émissions des ateliers 2 et 3 et de la machine à laver.</p>
<p><b>Observations :</b> Tous les émissaires du site doivent être recensés dans un tableau et positionnés sur un plan. Une analyse doit être réalisée sur chaque émissaire recensé ou une justification doit être apportée si l'analyse des rejets n'est pas nécessaire.</p> <p>Délai de réalisation des analyses: 31/12/2023</p> <p>Un plan d'action doit être réalisé afin de respecter les VLE applicables.</p> <p>Délai de transmission du plan d'action : 31/12/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : AIR : reduction des rejets et PGS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2019, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des solvants (PGS)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % si la consommation est supérieur à 25t/an
<b>Constats :</b> Dans le PGS 2022, il faut que l'exploitant commente la valeur O8 correspondant à 7016 kg de solvants récupérés régénérés en externe. Des Bordereaux de suivi de déchets ( BSD) doivent être fournis permettant la justification de cette valeur . Dans O1, les émissions estimées et émises lors des périodes de pannes et d'arrêts de l'oxydateur doivent être comptabilisées. L'exploitant indique posséder des pièces de rechange pour l'oxydateur : brûleur, vannes etc. mais indique ne pas posséder de céramiques réfractaires Un contrat d'entretien annuel avec le fabricant permet un suivi et une maintenance de l'oxydateur. En 2023, la maintenance a été réalisée du 24 au 27 avril 2023 (après le contrôle inopiné, et le rendement de l'oxydateur était de supérieur à 98%). Un carnet de suivi de l'oxydateur doit être mis en place et doit comporter les heures d'indisponibilité du système de traitement des COV ainsi que les actions de maintenance réalisées.
<b>Observations :</b> Le PGS doit être mis à jour puis envoyé à l'inspection. Le carnet de suivi doit être mis en place. Délai : 31/12/2023
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Risques accidentels**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2022, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, stockages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage extérieur de produits semi finis et/ou finis ( parcelle AN 228) est limité à un volume de 1920 m3 en 3 ilots distants de 10 mètres au minimum. La hauteur de stockage est limitée à 2 mètres. des traçages au sol matérialisent les dimensions horizontales des ilots, un gabarit matérialise la hauteur maximale de stockage.
<b>Constats :</b> Les 3 ilots ne sont pas distants de 10 mètres.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit justifier la distance non conforme qui sépare 2 îlots. Délai : 31/12/2023
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Risques accidentels**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2022, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installation de GPL
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La nouvelle zone de stockage et de distribution de GPL doit être conforme au plan transmis le 29/04/2022. Les anciennes installations sont démantelées à la mise en service des nouvelles . Les cuves, postes et réseaux sont dégazés, inertés et évacués par un prestataire spécialisé.
<b>Constats :</b> La Cuve GPL n'a pas encore été remplacée : une commande est passée pour étudier un système de déluge au lieu d'une rétention en U . Le délai d'intervention dépend du prestataire.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit garantir que la solution retenue pour son système de dépotage/ livraison de GPL n'entraîne pas de nouveaux risques. Le plan et une description du système, accompagné d'une modélisation des effets des phénomènes dangereux susceptibles de survenir lors du dépotage et du fait du stockage doivent être envoyés à l'inspection. Délai : 31/12/2023
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : EAU : Gestion des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2022, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de la qualité des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Les Eaux pluviales sont traitées avant envoi dans le bassin d'ecrêtement de manière à respecter les vLE fixées à l'article 4.4.2.1 de l'A" du 2/12/2019.</p>
<p><b>Constats :</b> Les dernières analyses annuelles des eaux pluviales ont été réalisées le 07 septembre 2022. Les analyses 2023 seront réalisées en septembre. Le point de prélèvement doit être défini avant que les eaux pluviales de toiture ne soient mélangées.            Pour 2023 faire un prélèvement en un point judicieux qui soit « témoin » des eaux de voiries et parkings avant mélange (zone de circulation et attente des PL)            Les eaux pluviales doivent être traitées avant envoi dans le bassin de confinement (installation d'un -voire plusieurs selon configuration du site- séparateur d'hydrocarbures) .            Le bassin communal en aval du site peut être mis en rétention ( vanne) mais n'est pas étanche – Lors du dépotage de solvants derrière les bâtiments, les pollutions arrivent dans ce bassin sans rétention (livraisons en camions-citernes compartimentés). Il en est de même pour les eaux d'extinction d'incendie.</p>
<p><b>Observations :</b> Les analyses des eaux pluviales 2022 doivent être transmises à l'inspection            Délai : à réception du rapport            ainsi que les analyses 2023 quand elle seront réalisées.            Délai : à réception des résultats.            Un (ou des) séparateur(s) hydrocarbures dûment dimensionnés doi(ven)t être installé(s) en amont de la zone de mélange avec les eaux de toiture            Délai : 12 septembre 2023            Le point de prélèvement EP doit être aménagé            Délai : 12 septembre 2023            Le bassin doit être étanche : l'exploitant doit prendre l'attache de la Mairie de Ste Sigolène pour étancher le bassin. Un retour doit être fait à l'inspection avant le 31/12/2023</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 7 : RISQUE INCENDIE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2022, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, installation de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le local motopompe , la réserve d'eau du système d'extinction automatique, et la réserve souple d'eaux d'extinction d'incendie sont placés hors des flux thermiques et de surpression des phénomènes dangereux liés aux installations existantes et nouvelles du site.  La réserve souple d'eaux d'extinction d'incendie est équipée des dispositifs réglementaires permettant son utilisation par les services de secours en cas de sinistre.
<b>Constats :</b> Une réserve d'eau souple (500 m3) sur le secteur "Extension stockage" a été mise en place. Des poteaux de raccordement conformes ont été installés en bordure de la zone de stockage. La Réserve sprinklage est sous dimensionnée : Elle doit être augmentée à 900 m <sup>3</sup> et l'exploitant indique que cette réserve sera déplacée en bordure de site, ainsi que le local des motopompes. Le Groupe motopompe a été changé (neuf). L'assurance exige une place réservée pour un deuxième groupe motopompe du fait du capital assuré.
<b>Observations :</b> L'exploitant informera l'inspection dès que les travaux seront réalisés ( photos à l'appui) Délai : avant le 31/12/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet